

OBJECTIF

Ce dispositif vise à :

- Encourager les démarches s'inscrivant dans des approches collectives et qualitatives des filières de production : signes officiels de qualité (AB, Label rouge, AOP, IGP, STG) ou en races menacées.
- Accompagner la mise en place de productions complémentaires sur des petites filières.
- Accompagner les agriculteur.trice.s dans la création et le développement d'activités de transformation et de vente directe de leur production.
- Développer les activités de services de type accueil pédagogique ou social sur l'exploitation en lien avec la production agricole sur l'exploitation.
- Soutenir les projets innovants associant des agriculteur.trice.s et confortant ou créant de l'emploi.

NATURE DES OPERATIONS

Soutien aux investissements immobiliers, matériels et immatériels spécifiques à la création ou le développement de productions sous signe de qualité ou en races menacées, de transformation et de vente directe de produits agricoles de la ferme et d'accueil pédagogique ou social à la ferme.

La transformation, la vente directe et l'accueil s'entendent comme des outils ou des activités complémentaires qui favorisent la mise en valeur et la mise en marché des produits de la ferme.

L'intervention départementale liée à la transformation et la vente directe est définie dans le cadre d'un dispositif commun avec la Région Bretagne.

BÉNÉFICIAIRES

Agriculteur.trice à titre principal (affiliations MSA/AMEXA), personne morale à objet agricole (GAEC, EARL...) ou agriculteur.trice en installation progressive.

Groupement d'agriculteur.trice.s (CUMA, G.I.E.), associations, ou autres structures dont l'objet est de favoriser la transformation et la vente directe des produits de la ferme. Dans le cas de co-propriété, l'éligibilité est limitée à 3 exploitations.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Sont éligibles les investissements immobiliers, matériels (matériels neufs et matériaux d'auto-construction), investissements immatériels dont les études de faisabilité préalable et la communication en lien avec le projet.

Sont inéligibles, les investissements voirie, panneaux de signalisation, réseaux divers (VRD), les coûts d'auto-construction (main d'œuvre et location de machine), les consommables et les matériels mobiles (transpalette, chariot élévateur, châssis de remorque réfrigérée...).

Les investissements concernant de simples opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique d'équipements sont inéligibles.

MODALITES FINANCIERES D'ATTRIBUTION

Le taux d'aide est de 25% du montant HT des investissements éligibles (ou montant TTC en cas de non récupération de la TVA).

Bonifications de 10%, non cumulables, pour les projets portés par un Jeune Agriculteur (JA) ou avec labellisation SIQO (AB, Label rouge, AOP, IGP, STG).

Bonification de 15% pour les projets collectifs.

Taux d'aide maxi : 35 % pour les projets individuels et 40 % pour les projets collectifs.
Plancher d'investissement minimum : 7 500 €HT, maximum : 50 000 € HT.
Délais de réalisation des travaux/investissements : 3 ans à compter de la notification de décision.
Aide plafonnée à 30 000 € par bénéficiaire et pour une période de 3 ans.
Une seule demande d'aide par année civile.

Fonds de soutien et de transition pour l'Ille-et-Vilaine :

Dans le cadre de son fonds de soutien et de transition pour l'Ille-et-Vilaine, le Département a souhaité accentuer son soutien aux projets de diversification, qualité des produits agricoles, transformation et vente directe de produits agricoles à la ferme.

Dans ce cadre, pour la période 2021-2022, le présent dispositif évolue :

Le taux d'aide est de 25% du montant HT des investissements éligibles (ou montant TTC en cas de non récupération de la TVA).

Bonifications de 10%, pour les projets portés par un Jeune Agriculteur (JA) ou avec labellisation SIQO (AB, Label rouge, AOP, IGP, STG), **et pour les projets impliquant l'élevage de races menacées.**

Bonification de 15% pour les projets collectifs.

→ Possibilité de cumuler les bonifications dans la limite d'un taux d'aide de 40%.

Plancher d'investissement minimum : 7 500 €HT, maximum : 50 000 € HT.

Délais de réalisation des travaux/investissements : 3 ans à compter de la notification de décision.

Aide plafonnée à 30 000 € par bénéficiaire et pour une période de 3 ans. **Ce plafond est porté à 40 000 € pour les projets collectifs.**

Une seule demande d'aide par année civile.

CADRE REGLEMENTAIRE

Dispositif d'aide pris en application de ces régimes d'aides :

- régime d'aide d'Etat n° SA.50388 (2018/N), relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.
- régime cadre exempté n° SA 49435 (anciennement 40417), relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2020, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne (article 17) , publié au JOUE du 1er juillet 2014.

L'accompagnement pour la création d'un magasin de producteurs/collectifs n'est possible que si le projet répond à la définition d'un magasin de producteurs tel qu'entendu par l'article 128 de la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation, à savoir :

« Dans une optique de valorisation de leur exploitation et de leur terroir, les producteurs agricoles locaux peuvent se réunir dans des magasins de producteurs afin de commercialiser leurs produits dans le cadre d'un circuit court organisé à l'attention des consommateurs. Ils ne peuvent y proposer que des produits de leur propre production, qu'elle soit brute ou transformée. Ces produits doivent représenter en valeur au moins 70 % du chiffre d'affaires total de ce point de vente. Pour les produits transformés ou non, non issus du groupement, les producteurs peuvent uniquement s'approvisionner directement auprès d'autres agriculteurs, y compris organisés en coopératives, ou auprès d'artisans de l'alimentation, et doivent afficher clairement l'identité de ceux-ci et l'origine du produit. »

Les aides allouées doivent avoir un effet incitatif. Une aide est réputée avoir un effet incitatif si le bénéficiaire a présenté une demande d'aide écrite au financeur **avant le début des travaux concernant le projet** ou l'activité en question.

Les investissements aidés par ce dispositif ne doivent pas bénéficier d'autres aides publiques.

COMMENT FAIRE POUR SOLLICITER L'AIDE ?

Vous devez fournir les pièces suivantes :

- Formulaire de demande complété
- Etude permettant de démontrer la valeur ajoutée ou la faisabilité de votre projet (étude de marché, prévisionnel économique)
- Le(s) devis détaillé(s) des dépenses prévisionnelles
- Le RIB et numéro de Siret
- Les comptes de résultat et bilans de l'exploitation agricole

- Si le dossier est déposé par une personne morale, joindre les statuts à jour et extrait Kbis ou tout autre document permettant d'identifier le statut juridique
- L'attestation d'affiliation à la MSA
- Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux le cas échéant
- Plan du bâtiment pour construction neuve ou extension
- Plan avant / après travaux pour des travaux d'aménagement d'un bâtiment existant
- Si le demandeur est un JA, joindre le CJA et le PDE/PE (et les avenants si nécessaires)
- Si le projet est engagé dans une filière de qualité (SIQO : AOP-AOC-IGP, STG, AB, Label rouge), joindre l'attestation
- Si le projet est engagé dans une démarche de protection de race menacée : joindre l'adhésion à l'association membre de la Fédération des Races de Bretagne (voir site : www.races-de-bretagne.fr)
- Toutes pièces complémentaires éventuelles sollicitées par le service instructeur

Et les renvoyer à l'adresse ci-dessous :

Département d'Ille-et-Vilaine
Service Agriculture, eau et transitions
1, avenue de la Préfecture - CS 24218
35042 Rennes cedex

Contact : 02 99 02 20 32